

L'intérêt des Italiens pour notre plan de relance

BARILLA, LAVAZZA, CAMPARI, Generali ou encore Ferrero. En 2019, près de 118 sociétés transalpines ont bouclé un nouvel investissement en France. Soit une progression de 26% par rapport à 2018, qui avait déjà été une année remarquable, insiste, dans son rapport annuel Business France. Selon l'agence publique qui accompagne les entreprises étrangères dans leurs implantations dans l'hexagone, un détail traduit la confiance accrue des fleurons italiens dans notre économie : plus de la moitié des nouveaux projets sont des extensions de site existants. « S'il n'y avait pas ces incompréhensions culturelles respectives », affirme l'avocat Fabrizio Maria Romano, le président de l'institut pour les relations économiques France-Italie (Irefi), « nos relations atteindraient le double de ce qu'elles sont ».

Recentrage. La France est la première destination des entreprises italiennes. Elles y occupent la quatrième place avec un stock de 23 milliards d'euros d'investissements. Leurs 1700 filiales génèrent 63 000 emplois. La majorité est contrôlée par des groupes familiaux implantés dans les régions de Turin, Milan, Bologne ou Venise. Après avoir marqué un temps d'arrêt pendant le confinement du printemps, l'activité de ces « pocket multinationals », comme on les surnomme de l'autre côté des Alpes, a repris à l'automne. Elles devraient maintenir leurs projets, quitte à les redimensionner, estiment les experts. Elles s'intéressent désormais au plan gouvernemental « France Relance », en particulier à son volet commun au plan italien.

Les Italiens « investissent majoritairement dans des projets à forte valeur ajoutée », se réjouit Franck Riester, le ministre délégué en charge de l'Attractivité. Energies renouvelables, machines, informatique et nouvelles technologies, textile et mode ou santé : en 2019, un quart de leurs projets concernait des activités industrielles ; et les dossiers de recherche et de développement ont doublé. « Les PME industrielles du Nord cherchent à constituer des alliances pour accélérer leur recentrage international en Europe. La crise sanitaire favorise des implantations. Fortes en design mais en retard en R&D, elles sont séduites par l'environnement français », analyse l'ancien banquier Nicolas Diers, qui accompagne plusieurs d'entre elles.

Invité au sommet « Choose France » 2020, ce rendez-vous à Versailles des grands patrons étrangers voulu par Emmanuel Macron, le groupe Chiesi Farmaceutici a agrandi son usine près de Blois afin d'accroître la production de ses spray destinés à soigner les infections respiratoires. 70% est destinée à l'export. « La pandémie nous pousse à sécuriser nos productions locales, explique Alessandro Chiesi, directeur commercial de cette pépite aux 29 filiales étrangères. En France, les conditions sont réunies pour produire et innover. L'Etat assure la stabilité du prix des produits médicaux, la main d'oeuvre est bien formée, le niveau scientifique est élevé. » Et ce dernier d'ajouter : « Il est facile et rapide d'investir ici. Et il est possible de négocier des conditions gagnant-gagnant par le dialogue. »

M.R.